

AÏN DEFLA

La crise au FLN dégénère

Quelque 300 personnes, militants, cadres et élus locaux et nationaux, organisations satellitaires, se sont rassemblées jeudi en début de matinée devant la mouhafadha FLN au centre de la ville de Aïn-Defla sur les murs de laquelle on pouvait lire «Non à la honte», «Non à la chkara (sac plein d'argent, ndlr)» «Non à Hanoufa (sénateur)», et ce, pour «protéger et remettre en cause la récente décision de A. Belkhadem de reconduire Ahmed Hanoufa, sénateur, à la tête de la mouhafadha pour un second mandat».

Dans une déclaration intitulée «Colère de la majorité des militants et rejet de la reconduction du SG de la mouhafadha», suivie de messages adressés à A. Belkhadem, le SG du FLN, les griefs indiqués à l'encontre du mouhafadh sont nombreux «le gel depuis 5 ans de toutes les activités militantes durant tout le mandat, la dislocation de la base militante qui a poussé de nombreux militants à rejoindre d'autres formations politiques, le fait de ne nommer que 27 bureaux de kas-mate sur 36, en faisant fi du règlement intérieur du parti et en parachutant des éléments étrangers, non militants, pour qu'il puisse récolter leurs voix et être hissé à la tête de la mouhafadha, en usant de la fraude».

C'est pendant la lecture de la déclaration commune à la foule de militants que l'attroupement a été la cible de jets de pierres de la part d'individus postés non loin de là.

Selon plusieurs personnes présentes, les «snipers» appelés aussi les «baltaguias de Hanoufa», ont été vite reconnus et identifiés comme étant à la solde du sénateur. Aussitôt, de jeunes militants se sont lancés à leur poursuite, et s'en suivirent des scènes de pugilat. Il a fallu l'intervention d'éléments de la BMPJ pour séparer les belligérants et ramener le calme.

On dénonce dans les messages adressés à Belkhadem des dérapages, des manquements graves aux textes du parti, des menaces. Des accusations graves y sont également portées.

Le communiqué rendu public indique que ces dérapages ont conduit le mouhafedh à tenir une assemblée générale, composée, dit-on, d'individus non militants n'ayant aucun lien avec le parti, et qualifiée de «préfabriquée» et de «catastrophique».

Plus que cela, rapporte ce



Ça va de mal en pis au sein du parti de Belkhadem.

communiqué, cette assemblée s'est tenue en son absence et sans qu'il y ait eu de présentation des rapports moral et financier exigibles. «Une assemblée générale qui relève du burlesque», ajoute le communiqué.

Belkhadem est alors interpellé : «Monsieur, ce qui a couronné tous ces dépassements et suscité la colère de tous les militants c'est que vous le désignez encore une fois comme responsable du FLN au niveau de notre wilaya, ce qui mènera sans

aucun doute à la paralysie totale de l'action militante, au désastre...»

En guise de conclusion, c'est une menace même pas déguisée adressée au premier responsable national du FLN : «Si vous n'abrogez pas cette décision vous assumerez entièrement la responsabilité de ce qui suivra et les conséquences qui en découleront pour le parti et sa base militante au niveau de notre wilaya. Pourtant, nous avons attiré plus d'une fois votre attention sur les agissements néfastes de l'ex-mouhafedh, qui a osé dire publiquement qu'il a été désigné par vos soins au moyen de la chkara (...) Quelle honte !»

Et d'autres cadres militants d'ajouter : «Si Belkhadem persiste et signe, il ne pourra compter que sur son mouhafedh, mais sur aucun d'entre nous pour toute activité au sein du parti.»

Une cellule de crise a été mise sur pied pour gérer la situation, a-t-on indiqué.

D'autres cadres du parti disent qu'ils seront «là tous les jeudis pour contester la décision de A. Belkhadem et revendiquer son annulation. Maintenant, si le secrétaire général du parti choisit de sacrifier le FLN pour son poulain, ce sera autre chose».

Karim O.

TAYEB LOUH À PARTIR DE NAÂMA :

«Partout, il y a un problème de gestion locale»

Une visite d'inspection et de travail d'une journée a été effectuée jeudi dernier par Tayeb Louh, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale à travers la wilaya de Naâma.

Après une brève visite dans les centres payeurs de la caisse de Sécurité sociale à Mécheria et Aïn-Séfra et la pose de la première pierre pour la construction d'un nouveau CP à Aïn-Séfra, le ministre a entendu un exposé sur les activités des secteurs, présenté par les directeurs concernés, notamment celui de l'agence CNAS, ainsi que ceux de l'Emploi, de l'Ansej, de l'Anem, de la Cnac et de l'IGT (Inspection du travail). Si pour certains secteurs, le membre du gouvernement semblait satisfait, notamment du secteur de la Sécurité sociale qui a connu ces derniers temps une meilleure modernisation des structures, et la généralisation de la carte Chifa, pour d'autres, Louh n'a pas apprécié les chiffres avancés par l'Ansej en



matière d'octroi de petites entreprises.

«Vous me donnez des chiffres que je ne crois pas, je constate que vous aussi vous êtes victimes de la lenteur bureaucratique, et vous ne travaillez qu'en routine (...) là où je

suis passé, j'ai constaté qu'il y a un problème de gestion localement (...) Il faut accompagner les jeunes jusqu'à la réalisation de leur projet, on ne peut pas marcher avec une telle bureaucratie... Chei gharib (chose étrange) ce que je constate», n'a cessé de répéter le ministre devant les cadres de certains secteurs. «Le président nous donne des instructions, à notre tour, nous donnons des instructions, et pas d'application des programmes sur le terrain, il faut changer de mentalité... celui qui veut travailler qu'il travaille, celui qui ne veut pas, nous prendrons les mesures nécessaires», a encore rétorqué le ministre, en constatant que 39 dossiers concernant le BTH traînent chez l'Ansej depuis plusieurs mois, alors que la wilaya en a vraiment besoin.

A Mécheria, le représentant du gouvernement, en rendant visite au bureau local de l'emploi, a été pris d'assaut par des jeunes chômeurs qui lui ont présenté leurs doléances.

Dans une rencontre avec la presse, Tayeb Louh a évoqué l'ouverture de crédits pour l'élevage du bétail qui seront attribués par la voie de l'Ansej. Un décret sera signé incessamment et concernerait toutes les wilayas à vocation agropastorale.

Concernant le projet de la caisse de recouvrement, le ministre dira que tout est sur la bonne voie pour la création de cette caisse qui verra le jour, au plus tard en 2013, à l'échelle nationale.

«Pour la contractualisation avec les hôpitaux, nous avons entamé ce travail avec les hôpitaux militaires, quant aux EPH, il nous faut encore un peu de temps surtout la finalisation du projet du côté de la santé», a assuré Tayeb Louh.

Notons que c'est là la première visite d'un ministre de tutelle depuis l'instauration de la restructuration des caisses de Sécurité sociale en 1987.

B. Henine

MOSTAGANEM

Les citoyens de Bouguirat ferment la route à la circulation

Les citoyens du douar Kouabria, relevant du chef-lieu de la daïra de Bouguirat, ont bloqué la circulation automobile durant toute la matinée de jeudi dernier pour protester contre la pénurie de l'eau potable, particulièrement en cette période des grandes chaleurs.

Ils s'insurgent contre cette crise de l'eau qui affecte leur localité où le précieux liquide ne coule qu'une fois tous les huit jours. Les manifestants ont fermé la route n°23 à grande circulation qui relie la wilaya de Mostaganem à l'autoroute Est-Ouest et Relizane à l'aide de troncs d'arbres, de pneus usagés, de blocs de pierre et autres objets hétéroclites.

Les automobilistes ont dû faire un grand détour de plusieurs kilomètres à travers un chemin vicinal pour retrouver la route nationale. Les contestataires, faute de trouver un interlocuteur valable en la personne du chef de daïra, en congé, ont exigé la présence du wali pour lui soulever ce problème.

Finalement, ils ont dû rouvrir la route vers 19 heures après l'intervention du chef de cabinet et du secrétaire général par intérim de la wilaya, qui ont promis de prendre en charge dans les meilleurs délais leurs doléances.

A. B.

IL A ÉTÉ INSTALLÉ HIER

Comité de pilotage du collectif femmes militantes du FFS

Le Front des forces socialistes (FFS) s'est doté, depuis hier, d'un Comité de pilotage du collectif femmes militantes du parti (CPCF). Son objectif : promouvoir les droits de la femme.

Le comité a été mis en place en marge d'une conférence-débat tenue au siège du parti, à Alger, sous le thème : «la femme algérienne au cœur du changement démocratique».

Selon la secrétaire nationale aux droits des femmes, M^{me} Faïrouz Bouamama, le CPCF sera «un espace d'échange et de concertation qui aura la charge du suivi et de la coordination du programme d'action du secrétariat aux droits de la femme».

Le comité sera, toujours selon l'intervenante, constitué par des militantes du FFS, de femmes des réseaux associatifs et sociaux qui activent sur le terrain pour la promotion des droits de la femme et la citoyenneté ainsi que «toute personne sensible aux objectifs du FFS».

Le comité se réunira d'ici une semaine afin de préciser le rôle de ses membres et de mettre en place une feuille de route pour la réalisation des objectifs du parti, établir un planning des activités ainsi que la mise en place des commissions de travail.

S. A.